



---

**DIRECTION DE LA LOGISTIQUE PARLEMENTAIRE – DIVISION DE LA RESTAURATION ET DE  
L'HÉBERGEMENT**

**MISE À DISPOSITION, MAINTENANCE ET  
APPROVISIONNEMENT DE DISTRIBUTEURS DE  
BOISSONS CHAUDES, DE BOISSONS FRAÎCHES ET  
D'EN-CAS DANS LA ZONE COLBERT DU PALAIS  
BOURBON ET AU SEIN DE L'IMMEUBLE OLYMPE DE  
GOUGES**

**Accord-cadre 25F088**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES**

**(CCAP)**

**Commun aux lots 1 et 2**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>4</b>
1.1. Objet	4
1.2. Allotissement	4
1.3. Procédure	4
1.4. Forme	4
1.5. Durée	4
1.5.1. Durée de validité de l'accord-cadre	4
1.5.2. Durée maximum d'exécution des bons de commande	4
1.6. Montants	5
1.7. Lieux d'exécution	5
<b>ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE</b>	<b>6</b>
3.1. Représentation des parties	6
3.1.1. Représentant de l'acheteur	6
3.1.2. Représentant du titulaire	6
3.1.3. Récusation	7
3.1.4. Formes des notifications entre les parties	7
3.2. Obligations du titulaire	7
3.2.1. Engagements du titulaire – Obligation de conseil	7
3.2.2. Conformité aux normes	7
3.2.3. Respect de la réglementation relative au travail dissimulé	8
<b>ARTICLE 4 - PRIX</b>	<b>8</b>
4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués	8
4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée	8
4.3. Variation dans les prix	9
4.4. Redevance annuelle	10
<b>ARTICLE 5 - PRESTATIONS SIMILAIRES ET CLAUSE DE RÉEXAMEN</b>	<b>10</b>
5.1. Prestations similaires	10
5.2. Clause de réexamen	10
<b>ARTICLE 6 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT</b>	<b>11</b>
6.1. Modalités de facturation	11
6.2. Mode de règlement	11
6.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances	11
6.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance	12
6.5. Présentation des demandes de paiement	12
6.6. Avance	12
6.7. Acomptes	13

<b>ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE</b>	<b>13</b>
7.1. Désignation de sous-traitants	13
7.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants	14
<b>ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES</b>	<b>14</b>
8.1. Responsabilité	14
8.2. Assurances	14
<b>ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>15</b>
9.1. Émission des bons de commande	15
9.1.1. Modalités d'émission des bons de commande	15
9.1.2. Contenu des bons de commande	15
9.1.3. Modification ou annulation d'un bon de commande	16
9.2. Logistique et livraison	16
<b>ARTICLE 10 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE</b>	<b>17</b>
10.1. Engagements environnementaux	17
10.2. Engagements sociaux	17
<b>ARTICLE 11 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>17</b>
11.1. Opérations de vérifications	17
11.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet	18
11.3. Transfert de propriété	18
11.4. Garantie	18
<b>ARTICLE 12 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS</b>	<b>18</b>
12.1. Délais d'exécution	18
12.1.1. Décompte des délais	18
12.1.2. Délais d'exécution des prestations	18
12.2. Pénalités	18
<b>ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ</b>	<b>20</b>
<b>ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES</b>	<b>21</b>
14.1. Obligation de confidentialité	21
14.2. Règles de sécurité applicables à l'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques	21
14.3. Protection des données à caractère personnel	22
<b>ARTICLE 15 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE</b>	<b>23</b>
15.1. Résiliation	23
15.2. Litiges	23
15.3. Langue	23
<b>ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX</b>	<b>24</b>
<b>ANNEXE – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL</b>	<b>25</b>

# ARTICLE 1 - OBJET - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

---

## 1.1. Objet

L'accord-cadre a pour objet la mise à disposition, la maintenance et l'approvisionnement de distributeurs de boissons chaudes, de boissons fraîches et d'en-cas dans la zone Colbert du Palais Bourbon (lot n° 1) et au sein de l'immeuble Olympe de Gouges (lot n° 2).

L'ensemble des prestations attendues est détaillé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre commun aux 2 lots.

## 1.2. Allotissement

Le marché est constitué de 2 lots distincts.

- **Lot 1** : Mise à disposition, maintenance et approvisionnement de distributeurs de boissons chaudes, de boissons fraîches et d'en-cas dans la **zone Colbert du Palais Bourbon** ;
- **Lot 2** : Mise à disposition, maintenance et approvisionnement de distributeurs de boissons chaudes, de boissons fraîches et d'en-cas au sein de **l'immeuble Olympe de Gouges**.

## 1.3. Procédure

Le présent accord-cadre est passé selon une **procédure d'appel d'offres ouvert** en application des articles L. 2124-2, R. 2124-1, R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

## 1.4. Forme

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande, conformément aux dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

NB : Les termes « marché » et « accord-cadre » peuvent être utilisés indifféremment dans le présent document pour désigner l'accord-cadre.

## 1.5. Durée

### *1.5.1. Durée de validité de l'accord-cadre*

La durée de validité de l'accord-cadre correspond à la durée pendant laquelle les bons de commande peuvent être émis.

Cette durée est d'un (1) an à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconduit tacitement trois (3) fois par périodes consécutives d'un (1) an.

En cas de non-reconduction, le titulaire de l'accord-cadre en est informé par lettre recommandée avec accusé réception au moins trois (3) mois avant la date de la reconduction. La non-reconduction de l'accord-cadre n'ouvre droit à aucune indemnisation au profit du titulaire.

### *1.5.2. Durée maximum d'exécution des bons de commande*

L'acheteur passe les bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

Les bons de commande peuvent être notifiés au titulaire pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Passé ce délai, aucun bon de commande ne peut être notifié.

Les bons de commande déjà notifiés s'exécutent jusqu'à leur terme. Toutefois leur durée d'exécution ne saurait dépasser de plus de quatre (4) mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

## **1.6. Montants**

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 132 000 € TTC sur sa durée totale (4 ans) pour le lot 1 et avec un montant maximum de 114 000 € TTC sur sa durée totale (4 ans) pour le lot 2.

## **1.7. Lieux d'exécution**

Concernant les prestations prévues dans l'accord-cadre, les distributeurs sont installés et exploités dans l'enceinte de l'Assemblée nationale :

- Lot 1 : Zone Colbert au Palais Bourbon, 126/128 rue de l'Université, 75007 Paris ;
- Lot 2 : Immeuble Olympe de Gouges, 35 rue Saint Dominique, 75007 Paris.

## **ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES**

---

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est régi par les pièces suivantes, **par ordre de priorité décroissante** :

- l'acte d'engagement (AE) du lot dûment complété, et ses annexes dont l'annexe financière (bordereau des prix unitaires [BPU]) ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son (ses) annexe(s) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son (ses) annexe(s) ;
- le CCAG-FCS (cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique/commerciale du titulaire et ses éventuelles annexes (cadre de réponse technique, grille tarifaire - prix de vente des produits ...) ;
- Les fiches techniques fournies à l'appui de l'offre ;
- Les échantillons fournis à l'appui de l'offre.
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Les exemplaires de ces documents conservés par l'Assemblée nationale font seuls foi.

## **ARTICLE 3 - RELATIONS ENTRE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET LE TITULAIRE**

---

### **3.1. Représentation des parties**

#### **3.1.1. Représentant de l'acheteur**

L'acheteur est l'Assemblée nationale représentée par le Collège des Questeurs.

Le représentant de l'Assemblée nationale pour le suivi administratif, juridique et financier du présent marché est le directeur de la Logistique parlementaire ou toute personne désignée par ses soins.

Le suivi opérationnel de l'exécution est assuré par un représentant de la direction de la Logistique parlementaire.

#### **3.1.2. Représentant du titulaire**

Dès la notification, le titulaire désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'acheteur.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, lorsqu'une personne nommément désignée pour exécuter les prestations n'est plus en mesure d'accomplir ses tâches, le titulaire doit procéder à son remplacement dans un délai de 10 jours à compter du premier jour de l'absence, par une autre personne possédant, pour la prestation à assurer, une qualification et des compétences au

moins équivalentes à celles de la personne initialement prévue. Le remplacement doit être agréé par la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations.

### **3.1.3. *Récusation***

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de récuser tout personnel du titulaire qui s'avérerait inadapté à l'exécution des prestations sans que sa décision ait à être justifiée. Le titulaire doit alors procéder à son remplacement dans un délai de 5 jours.

Sauf acceptation préalable de la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution des prestations, le remplacement de personnels du titulaire entre eux, pour convenances personnelles, est également considéré comme un motif de récusation sans autre justification.

### **3.1.4. *Formes des notifications entre les parties***

En application de l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite soit par courrier postal avec accusé de réception, soit par courrier électronique avec accusé de réception, aux adresses indiquées dans l'acte d'engagement du titulaire.

## **3.2. Obligations du titulaire**

### **3.2.1. *Engagements du titulaire – Obligation de conseil***

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à tenir l'Assemblée nationale informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'Assemblée nationale, dans les huit (8) jours calendaires (hormis délais plus restreints prévus par le CCTP de l'accord-cadre) de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre du marché.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil et de mise en garde. À cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs l'Assemblée nationale, de toute difficulté ou événement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation. Il signale en outre les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

### **3.2.2. *Conformité aux normes***

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement

pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

### **3.2.3. *Respect de la réglementation relative au travail dissimulé***

Conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire fournit tous les six mois à compter de la notification, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 (pièces fournies par le cocontractant établi en France) ou D. 8222-7 (pièces fournies par le cocontractant établi à l'étranger) ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail (liste nominative des salariés étrangers employés) soit, si le titulaire est établi ou domicilié en France :

- 1° de l'article D. 8222-5 : une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF) ;
- 2° de l'article D. 8222-5 : un extrait du registre pertinent (tel qu'un extrait K ou K bis) ;
- article D. 8254-2 : la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail, liste établie à partir du registre unique du personnel précisant, pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, les déclarations sont à fournir par chaque membre du groupement

## **ARTICLE 4 - PRIX**

---

### **4.1. Contenu et caractéristiques des prix pratiqués**

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges et sujétions du titulaire. Ils comprennent également toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires définitifs.

Les prix de mise à disposition, maintenance et approvisionnement de distributeurs de boissons chaudes, de boissons fraîches et d'en-cas sont indiqués dans l'annexe financière de l'acte d'engagement de chaque lot.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, la date d'établissement des prix de chaque lot est arrêtée au mois de mars 2026.

### **4.2. Application de la taxe sur la valeur ajoutée**

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.



### 4.3. Variation dans les prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisables.

Les prix sont révisés annuellement à compter de la date de notification de l'accord-cadre, à l'aide de la formule suivante :

#### Pour le poste 1

$$P_1 = P_0 \times [(Indice_1/Indice_0)]$$

Dans laquelle :

$P_1$  : prix révisé ;

$P_0$  : prix à la date d'établissement des prix ;

**Indice<sub>1</sub>**: dernière valeur connue (y compris provisoire) de l'indice au moment de la révision des prix ;

**Indice<sub>0</sub>**: valeur de l'indice à la date d'établissement des prix.

L'indice de référence est l'indice ICHT-IME Coût de la main d'œuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Industries mécaniques et électriques (identifiant INSEE : 001565183– Série : chronologiques).

#### Pour les postes 2 à 4

$$P_1 = P_0 \times [(Indice_1/Indice_0)]$$

Dans laquelle :

$P_1$  : prix révisé ;

$P_0$  : prix à la date d'établissement des prix ;

**Indice<sub>1</sub>**: dernière valeur connue (y compris provisoire) de l'indice au moment de la révision des prix ;

**Indice<sub>0</sub>**: valeur de l'indice à la date d'établissement des prix.

L'indice de référence est l'indice du coût du travail - Salaire horaire - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) - Base 100 en 2020 (identifiant INSEE : 010762024 – Série : chronologiques).

En cas de fin de la série d'indice, la série de remplacement est utilisée, assortie au besoin d'un coefficient de raccordement.

En cas de disparition de la série sans remplacement, un nouvel indice est proposé au titulaire ; celui-ci a la faculté de présenter des observations sur le nouvel indice dans un délai de dix jours calendaires à compter de la communication du nouvel indice. L'indice retenu est réputé accepté à l'expiration de ce délai. En cas de désaccord de la part du titulaire, celui-ci peut proposer l'utilisation d'un autre indice. La décision finale revient à l'acheteur, qui communique l'indice de remplacement à utiliser au titulaire.

La communication des prix révisés quinze (15) jours avant la date de révision des prix à la personne chargée du suivi opérationnel de l'exécution, s'accompagne de celle de l'indice de révision sous la forme d'un pourcentage arrondi à la troisième décimale.

Les prix révisés sont arrondis à la deuxième décimale.

#### **4.4. Redevance annuelle**

En application des dispositions de l'article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques, l'occupation des locaux de la personne publique donne lieu au paiement d'une redevance annuelle au profit de l'Assemblée nationale.

**Le montant de cette redevance d'occupation est calculé par année civile, par application d'un pourcentage de 3 % sur le chiffre d'affaires annuel toutes taxes comprises, de l'ensemble du parc installé pour le lot concerné.**

Le titulaire sera tenu de communiquer son chiffre d'affaires annuel toutes taxes comprises, détaillé par appareil au plus tard le 31 janvier pour l'année précédente.

La redevance annuelle est perçue à partir d'un titre de recette émis sur la base d'un état liquidatif annuel signé par le directeur de la Logistique parlementaire et le titulaire du marché.

De plus, l'Assemblée nationale pourra exercer tout contrôle pour s'assurer de la réalité des éléments constitutifs de l'assiette de la redevance, le titulaire étant tenu de produire tout justificatif nécessaire.

## **ARTICLE 5 - PRESTATIONS SIMILAIRES ET CLAUSE DE RÉEXAMEN**

---

### **5.1. Prestations similaires**

L'acheteur peut recourir à un marché sans publicité ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, tel que prévu par l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

### **5.2 Clause de réexamen**

En application des dispositions prévues à l'article R. 2194-1 et suivants du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité de modifier l'accord-cadre en cours d'exécution. Des prestations pourront être ajoutées ou supprimées, à l'initiative exclusive de l'acheteur, notamment en cas d'événement aux spécificités imprévues ou en cas de nouveaux besoins imprévus. Ces modifications sont entérinées par la conclusion d'un avenant qui ne peut conduire à dépasser le plafond de l'accord-cadre.

Le prix relatif aux prestations ajoutées devra être fixé en cohérence avec celui des autres prestations.

## **ARTICLE 6 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

---

### **6.1. Modalités de facturation**

Les prestations d'installation, de déplacement et de désinstallation des machines sont payées après acceptation du service fait, sur présentation de factures.

Les prestations de mise à disposition, d'approvisionnement, d'entretien et de maintenance des distributeurs exécutées sont payées mensuellement à terme échu, conformément aux règles de la comptabilité de l'Assemblée nationale et sous réserve d'acceptation du service fait, sur présentation de factures récapitulatives en fin de mois.

Ces factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la référence du lot (intitulé et numéro) ;
- la date et le numéro du bon de commande de l'Assemblée nationale ;
- la nature et la quantité des prestations commandées ;
- le prix unitaire HT de chaque prestation ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- le nom du service destinataire de la livraison ;
- la date et l'adresse de la livraison ou de l'exécution.

### **6.2. Mode de règlement**

Le règlement est effectué dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure, par virement bancaire informatisé.

En cas de dépassement du délai de paiement par l'Assemblée nationale, des intérêts moratoires sont dus au titulaire. Ils sont calculés sur le montant de la facture conformément à l'article R. 2192-31 du code de la commande publique.

### **6.3. Comptable assignataire des paiements – Nantissement ou cession de créances**

Le comptable assignataire des paiements est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-55 du code de la commande publique (nantissement ou cession de créance) est Mme la Trésorière de l'Assemblée nationale.

#### **6.4. Répartition des paiements en cas de groupement ou de sous-traitance**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (ou à chacun des cotraitants en cas de groupement) et à ses sous-traitants.

En cas de groupement, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, ou le cas échéant à payer sur le compte unique de groupement.

#### **6.5. Présentation des demandes de paiement**

**Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques et numériques du titulaire, y compris ceux domiciliés à l'étranger, sont effectués de manière électronique et dématérialisée et exclusivement sur le portail de dématérialisation des factures électroniques de l'Assemblée nationale selon des modalités communiquées de manière dématérialisée au titulaire au début de l'exécution du marché.**

Cette obligation s'applique aux sous-traitants admis au paiement direct et aux cotraitants admis à un paiement direct et individualisé.

**Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'Assemblée nationale peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation au titulaire et l'avoir invité à s'y conformer.**

En cas de manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via ce portail, l'Assemblée nationale peut appliquer la pénalité prévue à l'article « Pénalités » du présent document.

En cas de manquement réitéré et persistant et après mise en demeure du titulaire, le marché peut être résilié.

#### **6.6. Avance**

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles L. 2191-2 et R. 2191-3 à R. 2191-19 du code de la commande publique. Le taux de l'avance est fixé à 5 %, ou, lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, à 30 %.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de calcul de l'avance est diminuée du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le mandatement de l'avance intervient dans un délai d'un mois à compter de la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le versement de cette avance et son remboursement sont effectués à la diligence du titulaire qui prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, ou de solde lorsque le montant des

prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché (ou à 50 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise).

## **6.7. Acomptes**

Conformément à l'article R. 2191-22 du code de la commande publique, toutes les prestations, qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché (ou du bon de commande) ouvrent droit à acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Sur sa demande écrite, et après attestation par la personne chargée de constater l'avancement des prestations, le titulaire a le droit dans les conditions prévues aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique et 11.2 du CCAG-FCS au versement d'acomptes.

# **ARTICLE 7 - SOUS-TRAITANCE**

---

## **7.1. Désignation de sous-traitants**

Lorsque le titulaire entend recourir à un sous-traitant en cours d'exécution, il demande préalablement son acceptation à l'Assemblée nationale.

La demande d'agrément doit être accompagnée des pièces suivantes :

1. Formulaire DC4<sup>1</sup> (dans la dernière version en vigueur) dûment renseigné et signé ou tout document équivalent ;
2. Tableau de répartition des sommes dues entre le titulaire et les sous-traitants admis au paiement direct (voir modèle annexé à l'acte d'engagement) ;
3. Attestations de régularité sociale et fiscale ;
4. Attestation d'assurance ;
5. Restitution le cas échéant de « l'exemplaire unique », si une copie de l'acte d'engagement a été délivrée au titulaire avec la mention « copie certifiée conforme à l'original délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance ».

**La demande d'agrément du sous-traitant devra être envoyée par courriel aux adresses suivantes :**

**[movensgeneraux@assemblee-nationale.fr](mailto:movensgeneraux@assemblee-nationale.fr)**

**[kadria.mohamed@assemblee-nationale.fr](mailto:kadria.mohamed@assemblee-nationale.fr)**

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature par l'acheteur de l'acte spécial de sous-traitance (DC4). Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

---

<sup>1</sup> Disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

## **7.2. Modalités de paiement direct des sous-traitants**

Conformément aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique, le sous-traitant bénéficiant du paiement direct adresse sa demande de paiement au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier, ainsi que l'accusé de réception ou le récépissé attestant que le titulaire a par ailleurs reçu sa demande de paiement ou l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Ces documents sont adressés aux coordonnées ci-dessus mentionnés.

# **ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES**

---

## **8.1. Responsabilité**

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de l'Assemblée nationale ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'Assemblée nationale ou à des tiers.

Le titulaire répond notamment des responsabilités, garanties et risques mis à sa charge par les articles 1240 à 1242, 1788 à 1791 du code civil.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention dommageable d'un tiers que le titulaire n'a matériellement pas eu la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dégagée lorsqu'il apporte la preuve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait de l'Assemblée nationale ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

## **8.2. Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Assemblée nationale et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, il doit justifier, avant notification du marché, qu'il détient ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

# ARTICLE 9 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

---

## 9.1. Émission des bons de commande

### 9.1.1. Modalités d'émission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute aux moyens de bons de commande précisant la nature, la quantité, le délai de réalisation et le montant des prestations ou fournitures qui sont demandées par l'Assemblée nationale.

Est habilité à signer les bons de commande le directeur de la Logistique parlementaire de l'Assemblée nationale ou son représentant.

Les bons de commande sont notifiés par l'Assemblée nationale au titulaire sur la base des prix indiqués dans les annexes financières de l'acte d'engagement.

Un bon de commande peut porter sur une ou plusieurs prestations / fournitures.

Les bons de commande sont notifiés par messagerie électronique au titulaire, qui doit en accuser réception. La date de l'accusé de réception vaut date de notification du bon de commande.

### 9.1.2. Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande précise notamment :

- la référence de l'accord-cadre et du lot (intitulé et numéro) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la quantité des fournitures ou prestations commandées ;
- la désignation du lieu de livraison/d'exécution le cas échéant ;
- les dates de début et de fin, ainsi que la durée d'exécution des prestations/la date de livraison ;
- les prix unitaires HT et TTC de chaque prestation ;
- les quantités commandées et le prix total par ligne ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- tout autre renseignement utile.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai maximum de cinq (5) jours à compter de la notification du bon de commande pour présenter ses réserves par tout moyen écrit permettant d'attester de la date certaine de réception (mail, télécopie ou lettre recommandée avec accusé de réception). Passé ce délai, celui-ci est réputé disposer de toutes les informations nécessaires à la réalisation des prestations. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient fait ou non l'objet d'observations de sa part.

### **9.1.3. Modification ou annulation d'un bon de commande**

Un bon de commande peut être modifié ou annulé, totalement ou partiellement, dans les conditions suivantes :

- si l'annulation intervient dans un délai de 10 jours maximum à compter de la notification du bon de commande ;
- si un incident imputable au titulaire est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande.

Au-delà de 10 jours, si la modification ou l'annulation d'un bon de commande n'est pas liée à une faute du titulaire, les frais en découlant sont à la charge de l'acheteur. En pareille hypothèse, le titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement. La demande de paiement est examinée et acceptée dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG-FCS.

La modification ou l'annulation est notifiée par messagerie électronique au titulaire, qui doit en accuser réception.

## **9.2. Logistique et livraison**

Conformément à l'article 20.2 CCAG-FCS, la qualité des emballages doit être adaptée aux conditions et modalités de transport prévues dans le présent document. Elle est de la responsabilité du titulaire. Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Les livraisons sont accompagnées de bons de livraison à l'en-tête du titulaire mentionnant :

- l'intitulé du marché et le numéro du bon de commande de l'Assemblée nationale ;
- la date d'expédition ;
- le lieu de livraison ;
- l'identité du destinataire ;
- la désignation du produit ;
- les quantités livrées et la quantité restant à livrer, le cas échéant ;
- les dénominations, mentions et indications propres à en permettre le contrôle.

Le titulaire est responsable de la fourniture jusqu'à réception et signature du bon de livraison. Il est également pleinement responsable de tous dommages matériels ou corporels susceptibles d'être provoqués par les opérations de livraison. Toute non-conformité observée à la réception peut entraîner un refus de livraison.



## **ARTICLE 10 - CLAUSES ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE**

---

### **10.1. Engagements environnementaux**

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les véhicules utilisés par le titulaire relevant des normes Euro respectent au minimum les prescriptions de la norme EURO 5. Ils sont équipés de vignettes Crit'air de niveau 1 et 2 (y compris véhicules électriques et hydrogène).

Les véhicules légers ( $PTAC \leq 3,5$  t) utilisés ont un seuil d'émissions de CO<sub>2</sub> de 113 g/km.

Il est également souhaité que le parc servant à l'exécution des prestations comprenne de préférence des véhicules à propulsion humaine, des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et thermiques) conformes aux normes en vigueur.

De la sorte, les prestations sont exécutées, autant que faire se peut, à l'aide de véhicules :

- dont la consommation de carburant est réduite ;
- les moins polluants en matière de rejets atmosphériques et en niveau sonore ;
- entretenus et suivis de manière à maintenir leur performance en termes de consommation et de limitation des nuisances (bruit et rejets) ;
- respectant le standard EURO 5 en matière d'émission de polluants.

Si le titulaire ne détient pas la certification « Label Objectif CO<sub>2</sub> », il respecte autant que faire se peut les éléments de cette certification dans le cadre de sa politique environnementale.

Il est rappelé que l'article L. 1431-3 du code des transports oblige à apporter une information à tout bénéficiaire d'une prestation de transport sur la quantité de GES émise par le ou les modes de transport utilisés.

### **10.2. Engagements sociaux**

Il est souhaité que le titulaire mette en place, dans le cadre de l'exécution du marché et en lien avec l'exécution des prestations, une démarche d'amélioration sociale, reposant par exemple sur l'embauche de personnes éloignées de l'emploi, ou sur la mise en place d'un plan de suivi de la prévention des risques et de la qualité de vie au travail de son personnel, en particulier en application de l'article L. 4121-1 du code du travail.

## **ARTICLE 11 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

---

### **11.1. Opérations de vérifications**

Les opérations de vérification se déroulent dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai imparti au service en charge du suivi opérationnel de l'exécution pour procéder aux opérations de vérification est de quinze (15) jours à compter de la date de livraison du dernier livrable ou de l'achèvement de l'exécution du service.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas convoqué aux opérations de vérification.

### **11.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet**

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations contractuelles. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai de vingt-et-un (21) jours à compter de la livraison.

### **11.3. Transfert de propriété**

Sans objet

### **11.4. Garantie**

Sans objet

## **ARTICLE 12 - DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS**

---

### **12.1. Délais d'exécution**

#### ***12.1.1. Décompte des délais***

Il est fait application des modalités de computation des délais d'exécution des prestations visées à l'article 3.2 du CCAG- FCS.

Lorsque le délai est fixé en heures, il commence à courir à son déclenchement et s'entend en heures courantes, sauf à ce qu'il soit précisé qu'il s'agit d'heures ouvrées, et expire à la fin de la dernière heure de la durée prévue.

#### ***12.1.2. Délais d'exécution des prestations***

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans le bon de commande.

Les délais de fabrication, de préparation de la commande, et de livraison sont inclus dans le délai d'exécution.

### **12.2. Pénalités**

#### **➤ Dépassement des délais d'exécution pour les délais non prévus dans le tableau ci-dessous**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard, calculées par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant du bon de commande du distributeur concerné ;

R = le nombre de jours de retard.

➤ **Autres pénalités :**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, l'Assemblée nationale peut appliquer, sur simple constat de ses services ou de leurs représentants, les pénalités suivantes :

<b>Manquement à l'obligation</b>	<b>Unité</b>	<b>Montant de la pénalité</b>
Absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets en application des dispositions de l'article 20.4 du CCAG	Par jour calendaire jusqu'à régularisation	500 €
Manquement répété du titulaire, d'un de ses cotraitants ou d'un de ses sous-traitants admis au paiement direct, à l'obligation de transmission des factures via le portail de dématérialisation des factures	Par cas constaté à partir du 3 <sup>e</sup> cas constaté	500 €
Non-acquittement des formalités relatives au respect de la réglementation en matière de travail dissimulé	Par jour calendaire jusqu'à régularisation	500 €
Manquement à la protection des données à caractère personnel	Par cas constaté	1 000 €
Manquement aux obligations de confidentialité	Par cas constaté	1 000 €
Non déclaration d'un sous-traitant	Par cas constaté	5 000 €
Retard dans l'installation et la mise en service des appareils au démarrage du marché	Par jour / machine	150 €
Retard dans l'installation et la mise en service des appareils pour des commandes ultérieures	Par jour / machine	100 €
Manquement à l'obligation d'approvisionner les distributeurs :  - en cas de non-respect du niveau d'approvisionnement attendu (minimum 80 % de la capacité des appareils les lundi, mardi, mercredi et jeudi)  - en cas de non-respect du niveau attendu de produits dits « sains » par machine / distributeur (minimum 1	Par jour de défaut / machine	25 €

type de boisson chaude issu du commerce équitable et 30 % de produits dits « sains »)  - en cas de non-approvisionnement par le titulaire d'un distributeur dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de l'installation des distributeurs  - en cas de non-approvisionnement par le titulaire d'un distributeur dans un délai de 48 h ouvrées suite à une demande d'approvisionnement	Par jour de défaut / machine	25 €
		25 €
	Par jour / machine	30 €
	Par jour / machine	
Manquement à l'obligation d'intervenir dans un délai maximum de 2 jours ouvrés après le signalement d'une panne pour procéder aux réparations	Par jour / machine	50 €
Manquement à l'obligation de remplacer un distributeur défectueux par un appareil offrant les mêmes services dans un délai maximum de sept (7) jours ouvrés	Par jour / machine	50 €
Manquement à l'obligation d'entretien d'un distributeur <i>La pénalité est applicable dès lors que le défaut de nettoyage de l'appareil constaté est signalé par courriel au titulaire par le responsable du suivi de l'exécution du marché.</i>	Par jour de défaut / machine	25 €
Manquement à l'obligation du respect des DLC des produits à la vente <i>La pénalité est applicable dès lors que la demande de retrait du produit est adressée par courriel au titulaire par le responsable du suivi de l'exécution du marché.</i>	Par produit	20 €

#### ➤ Modalités d'application des pénalités

Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues au premier euro sans exonération à raison du montant.

## ARTICLE 13 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

Le titulaire est dispensé de la constitution d'un cautionnement. Il n'est pas opéré de retenue de garantie.

## **ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

---

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions qui suivent par ses personnels, préposés, mais également par tout opérateur économique intervenant pour son compte ou en partenariat avec lui (cotraitants et sous-traitants notamment).

### **14.1. Obligation de confidentialité**

Chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

Le terme « information confidentielle » signifie toute information relative à l'exécution du marché, que cette information ait été acquise directement ou indirectement au cours de discussions ou d'investigations entre les parties (notamment de façon orale, écrite, magnétique ou électronique).

Cela inclut toute information technique, rapports, de même que tout secret, donnée, spécification, logiciel et programme, documentation ou tout autre renseignement concernant ou se rapportant au marché, de même que les analyses, sommaires, rapports, compilations, études comparatives, travaux ou autres documents qui contiennent, reflètent ou ont servi à produire une telle information. Cela inclut également toutes les données à caractère personnel. L'intégralité des informations ainsi visées et dont le titulaire a connaissance à l'occasion de l'exécution du marché sont la propriété exclusive de l'Assemblée nationale.

Le titulaire s'interdit de divulguer toute information relative à l'organisation et l'activité de l'Assemblée nationale dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations. Il s'engage à faire respecter ces obligations par ses employés et à assumer les conséquences de leur violation.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité pour les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, sauf à titre de référence dans le cadre d'une candidature à un marché public.

Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies, doit être transmise au représentant de l'Assemblée nationale chargé du suivi administratif, juridique et financier des prestations.

Tout manquement à ces dispositions est susceptible d'entraîner la résiliation du présent marché, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles ou pénales.

### **14.2. Règles de sécurité applicables à l'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques**

L'accès aux locaux et/ou aux ressources informatiques de l'Assemblée nationale est réservé aux personnels du titulaire et/ou de ses éventuels sous-traitants qui sont nommément agréés et respectent les règles de sécurité générales de l'Assemblée nationale qui leur sont communiquées.

Par « ressources informatiques », sont inclus notamment :

- les ordinateurs, serveurs, imprimantes et tout type de périphérique ;
- les réseaux informatiques des sites de l'Assemblée nationale constitués des câblages et d'éléments actifs ;
- les logiciels et tout service applicatif ;
- tout élément logiciel ou matériel constitutif de l'infrastructure ou des équipements informatiques de l'Assemblée nationale.

L'autorisation d'accès est délivrée après enquête diligentée par le service de sécurité compétent pour l'Assemblée nationale. Il est fait obligation au titulaire de fournir à l'Assemblée nationale :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
  - carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
  - titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
- adresse actuelle de l'agent si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Le badge, lorsque l'accès aux locaux est physique, doit toujours être porté en apparence sur les vêtements. Toute nouvelle demande de badge est assortie d'un délai d'instruction de quatre (4) jours ouvrables. Ce délai doit être pris en compte par le titulaire dans l'organisation de ses effectifs.

Par ailleurs, l'Assemblée nationale se réserve la possibilité d'écarter de l'exécution du présent marché toute personne, quelle que soit sa nationalité, susceptible de porter atteinte aux règles de sécurité susmentionnées.

Avant tout commencement des prestations, le titulaire a l'obligation de transmettre à l'Assemblée nationale la liste des personnes y contribuant ainsi que toutes les habilitations nécessaires.

### **14.3. Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par une des parties à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le contrat peut être résilié pour faute conformément à l'article 5.2 du CCAG.

Les parties au contrat sont autorisées à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat dans les conditions prévues à l'annexe « RGPD » du présent document.

## **ARTICLE 15 - RÉSILIATION – LITIGES - LANGUE**

---

### **15.1. Résiliation**

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités décrites aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

Constituent également des motifs de résiliation pour faute du titulaire les cas de figure suivants :

- tout manquement grave à la sécurité du personnel du titulaire et/ou de l'Assemblée nationale ;
- en cas de défaillance grave ou répétée du titulaire à ses obligations contractuelles ;
- la non-fourniture ou l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique ;
- l'absence de réponse ou de prise en compte d'une mise en demeure, y compris une éventuelle mise en demeure liée à la non-utilisation du portail de facturation ;
- en cas de manquements réitérés et persistants à l'obligation de dépôt, réception et transmission des factures via le portail dématérialisé selon les modalités définies à l'article « Modalités de règlement ».

En cas de résiliation aux torts du titulaire, il peut être pourvu à l'exécution des prestations à ses frais et risques dans les conditions prévues à cet effet par le CCAG-FCS.

La résiliation est sans incidence sur l'exécution des prestations en cours.

### **15.2. Litiges**

L'Assemblée nationale et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tous les différends qui pourraient survenir lors de l'exécution, soit directement, soit par la procédure de règlement des litiges telle que prévue à l'article L. 2197-3 du code de la commande publique.

En cas de litige sur l'interprétation ou l'exécution du présent marché, le Tribunal Administratif de Paris est le seul compétent à l'exclusion de toute autre juridiction.

### **15.3. Langue**

Les documents relatifs au présent accord-cadre sont rédigés en Français.

## **ARTICLE 16 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

---

Le présent document déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

- L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG.
- L'article 3.1.2 déroge à l'article 3.4.3 du CCAG.
- L'article 4.1 déroge à l'article 10.2.4 du CCAG.
- L'article 8.2 déroge à l'article 9 du CCAG.
- L'article 9.1.2 déroge à l'article 3.7.2 du CCAG.
- L'article 11.1 déroge aux articles 28.2 et 27.3 du CCAG.
- L'article 11.2 déroge à l'article 30.1 du CCAG.
- L'article 12.2 déroge à l'article 14 du CCAG.



## **ANNEXE – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

---

L'annexe fait l'objet d'un document séparé du présent CCAP.